

**Après la vente de l'hôtel  
Gawèye, la SONIDEP dans le  
viser d'un acquéreur Français !**

**Notre flotte aérienne  
va-t-elle grossir ?**

# Républicain

Hebdomadaire Nigérien d'informations générales

4<sup>ème</sup> ANNÉE N° 166 DU 20 AVRIL 2017 - PRIX 300F CFA

**Editorial**

## Le mépris

**E**n janvier 2010, au cours de la commémoration du dix-neuvième anniversaire de la création du PNDS, son président d'alors, l'actuel président de la République, disait que le président Tandja tire tout par le bas. Toutes nos valeurs. Pour n'avoir pas respecté la Constitution en s'offrant un bonus de trois ans ; pour n'avoir pas respecté la parole donnée. Rien que ça. C'était le tazartché. On avait cru, après la restauration de la démocratie et l'accession à la magistrature suprême du candidat du PNDS, que rien de tout ça n'arrivera plus. A l'épreuve des faits, il y a pire. C'est le nivellement. Systématiquement, il été mis énormément d'argent pour diviser les partis politiques, acheter des députés auxquels des nigériens ont confiés leurs suffrages. Une autorité morale, président d'une association islamique, fils de l'illustre Oumarou Ismael, a été mêlée à une marche en France pour protester contre l'attaque, par des supposés musulmans, du Journal Charlie Hebdo. Un journal qui a caricaturé le prophète (SAW). Que cela pourrait-il signifier ? Jeter en pâture le Cheick et au-delà ce qu'il représente. C'est ce qui est arrivé. Il y a eu émeute. Au lieu, par humilité, d'avouer la faute et demander pardon, le président n'a trouver mieux que de dire que des nigériens n'auraient rien compris. Pourtant dans son discours de janvier 2010, le président du PNDS disait que Tandja manquait d'humilité. En allant en France pour dire non à la barbarie et honorer la mémoire des français de Charlie Hebdo, le président Issoufou a été constant. Il aurait pu le faire pour les nigériens tombés sous les balles des barbares. Il n'a jamais interrompu un voyage après les nombreuses et meurtrières attaques de Boko Haram. Avec la mort du jeune Bagalé lors des événements du 10 avril, on retrouve le mépris, que les renaissants ont en l'endroit des nigériens, dans toute sa splendeur. La ligne de défense du gouvernement de Birgi Rafini, mise à mal par toutes les associations, est l'illégalité de la manifestation des étudiants. Du mensonge. Les étudiants ne sont pas sortis du campus. L'assaut donné, sans sommation, par les forces de l'ordre et la violation des franchises universitaires sont des actes graves. Les étudiants ne demandent que lumière et justice. Des comptes aux ministres des Enseignements supérieurs et de l'Intérieur. Pour toute réponse, après une audience avec les responsables syndicaux de l'USN, le président, sur proposition du premier ministre, pour satisfaire aux usages, remanie le gouvernement pour juste changer de ministère à Ben Omar. Ce n'est pas nouveau. Il faut simplement rappeler l'affaire des ministres Ouhoumoudou et Kalla qui ont donné un marché à un député. Aujourd'hui l'un est directeur de cabinet du président de la République et le second conseiller ministre à la présidence. Le directeur général des douanes renvoyé par le ministre Massauodou est conseiller à la présidence. Au lieu de livrer à la justice, on récompense avec à la clé une immunité que seul le président de la République peut lever. Une protection durant tout le mandat. Voilà la marque de fabrique de la renaissance. L'immunité pour les grands délinquants et la prison pour les mal pensants. Pour rien. Comment peut-on laisser libre quelqu'un présumé avoir une responsabilité dans la mort d'un être humain et emprisonner quelqu'un qu'on soupçonne de supposition d'enfant ? Comment peut-on protéger quelqu'un qui fait perdre au pays de milliards et arrêter quelqu'un que l'on soupçonne d'avoir juste usé d'un faux ? Dans un pays où l'état civil n'est encore entré dans les mœurs. Méprisable ?

**Aliou Oumarou .M**

AUTORITE DE L'ETAT :

**Quand l'USN et le peuple  
demandent des sanctions,  
Issoufou continue à récompenser**

**CRISE SCOLAIRE:  
Le silence  
stratégique  
de Bazoum**



A PROPOS DU RAPPORT D'INSPECTION AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR :

**De gros poissons bientôt  
dans les mailles du filet !**



**L'activiste nigérien Maikoul  
Zodi relaxé après deux  
semaines de détention**

**Le Secrétaire général de l'ONU nommé Achim Steiner à la tête du PNUD**



Le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, en concertation avec le Conseil d'Administration du PNUD, a demandé à l'Assemblée Générale de confirmer la nomination de Mr Steiner en tant que nouvel Administrateur du PNUD, et ce pour un mandat de quatre ans.

Mr Steiner est actuellement Directeur de l'Oxford Martin School, Université d'Oxford, et Professeur émérite au sein du Collège Barriall à Oxford depuis 2016. Au cours de sa carrière, il a travaillé pour diverses organisations gouvernementales, non-gouvernementales et internationales dans différentes régions du monde.

Plus récemment, il a été Directeur Général du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (2006-2016), Directeur Général du Bureau des Nations Unies à Nairobi au Kenya (2009-2011),

Directeur Général de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (2001-2006) et Secrétaire Général de la Commission mondiale des barrages en Afrique du Sud (1998-2001).

AUTORITE DE L'ETAT :

# Quand l'USN et le peuple demandent des sanctions, Issoufou continue à récompenser

Depuis que le président avait appelé l'USN à causer dans son palais, sans donner des signes qui rassurent sur sa volonté de ne pas s'accommoder de la barbarie que les Nigériens unanimement condamnent, ils étaient nombreux à ne pas croire qu'Issoufou soit capable de sanctionner et de donner droit aux revendications des scolaires nigériens. Sur la chaîne nationale, les Nigériens avaient été surpris d'entendre le Secrétaire général du gouvernement, se présenter sur le plateau de Télé Sahel pour annoncer un remaniement technique du gouvernement où on joue à la chaise musicale, permutant des places à des ministres dans le gouvernement pléthorique de Brigi Raffini. C'est une solution facile, quelque peu enfantine et elle n'est sans doute pas celle qu'attendent l'USN et l'ensemble des Nigériens. La renaissance, ne peut-elle pas savoir ce qu'est " sanctionner " ? Et l'on est en droit de se demander si cette gymnastique du président de la république, peut vraiment aider au retour à l'accalmie ainsi que le prétend le SGG, Gandou Zakara. Changer à Ben Omar une place au sein du gouvernement, peut-il vraiment calmer des colères, ramener la balle à terre entre l'USN et le gouvernement ? Ce n'est pas évident. Issoufou n'est pas entrain de s'aider. En refusant de sanctionner, il



montre encore une fois, comme il l'a du reste toujours montré quand des hommes sont mis en cause dans leur gestion, qu'il ne peut pas sanctionner, qu'il ne peut que protéger des brigands, choisissant à chaque fois de plaire à des individus plutôt qu'à un peuple. Si le sacrifice politique de quelques hommes pouvait l'aider à surmonter la crise qui prend de l'ampleur sans qu'il ne s'en rende compte, alors on ne peut comprendre pourquoi, il hésite, pourquoi il cajole, pourquoi il continue à faire montre d'une telle faiblesse, d'une telle mollesse incompatible avec les responsabilités qui sont les siennes. Quand l'Histoire devient grave, on ne joue plus. Le remaniement technique communiqué par le gouvernement est le signe d'une irresponsabilité politique et de l'impotence d'un homme de qui on ne peut attendre

aucun courage politique. Et l'on ne peut que se plaindre pour Issoufou, d'être incapable dans des situations aussi gravissimes, à prendre toutes ses responsabilités pour être en phase avec un peuple et sa demande pressante de justice. Chaque fois qu'il faut sanctionner, Issoufou récompense par des nominations qui défient le peuple, en infestant ainsi son cabinet d'hommes qui auraient pu trouver leur place en prison.

Peut-on hésiter à sanctionner quand il y a mort d'homme ? Pourtant pour des crimes moins graves, d'autres Nigériens sont poussés en prison. C'est triste pour ce pays et son socialisme.

La renaissance doit alors comprendre que l'injustice n'est que de trop et le peuple ne peut plus continuer à la subir. Elle doit d'autant plus prendre au sérieux, cette volonté

de faire la lumière sur cette situation grave, que les Nigériens, et surtout les étudiants, lui disent, qu'après des séjours dans leurs geôles, ils ont pris goût à la prison. Alors que l'USN est en grève illimitée, l'école mourante et sans perspective, la petite bricole du président, ne peut que difficilement arranger une situation explosive. La renaissance n'a que trop tuer, et l'on ne peut pas continuer à faire l'impasse sur tous les crimes. Il est arrivé le temps pour que l'on fasse des comptes et que des gens répondent de leurs actes criminels. En attendant que le peuple, de ses forces ouvre sa gueule pour crier cette merde socialiste, Ben Omar, le ministre de la défense, et la hiérarchie de la police peuvent croire qu'ils ont triomphé. On joue avec l'intelligence des Nigériens. Ah, ce président qui ne se fatigue pas de nommer ! On aura compris que le président est pris en otage. Il ne peut pas se défaire de son monde. Pris au piège de ses calculs, même quand ça ne va pas, il n'a plus de force pour agir. C'est tant pis pour la République.

Le jeu, quand on écoute ici et là les Nigériens et les différents groupes organisés, ne fait que commencer. Le navire semble prendre de l'eau et Zakaï doit se plaindre que sa pirogue en or sombre...

La renaissance doit se ressaisir...

ISAK.

## Crise scolaire : la justice des ruses ?

Le régime d'Issoufou Mahamadou joue avec les Nigériens. Pendant qu'on lui demande de chercher des criminels et de les châtier à la hauteur du crime qu'ils ont commis, il envoie en prison des enfants qui portent le deuil de leur frère, de leur camarade, de leur ami. C'est la victime qui paie quand c'est le criminel court, libre. Qu'il les libère aujourd'hui n'est que justice, non une faveur ! Mais c'est la renaissance qui joue et qui trompe. C'est à croire que la renaissance n'a encore rien compris de ce qui se passe dans le pays, incapable de voir, cette levée de boucliers pour dénoncer le crime et pour demander justice et réparation. Ouvrir les campus fermés, libérés des enfants agressés qui n'ont fait que réclamer ainsi que le leur permet la Constitution, face à l'atrocité du crime intolérable, ne pouvaient pas être les preuves d'une bonne volonté politique à faire droit à la demande pressante de justice de l'ensemble des Nigériens. D'ailleurs, Issoufou, peut-il croire qu'il a trop fait en concédant ces petits trucs qui ne peuvent pas faire le poids face au crime d'un homme, un jeune et l'espoir qu'il incarne pour les siens, qu'on demande de juger ?

Est-il encore possible pour le régime de ruser avec le peuple et la communauté internationale qui suit, quand toutes les sections de l'USN, tant de l'intérieur que de l'extérieur, quand toutes les structures blessées, gravement atterrées, plus que la paix et la stabilité du pays ? Le régime fait face à une situation grave avec laquelle elle ne peut pas ruser ce d'autant que ceux qu'il a en face de lui, savent ce qu'ils cherchent : qu'un crime aussi odieux, alors qu'il semble que nous sommes en démocratie, dans un Etat de droit, ne reste pas impuni. C'est une exigence morale et politique face à

laquelle, la société civile, l'ensemble des scolaires nigériens attachent du prix. Autant dire que les gens ne sauront pas se contenter de solutions approximatives, pour endormir et faire oublier le désir de justice pour lequel, plusieurs organisations projettent de battre le pavé. Face à la résistance du régime, à aller dans le sens souhaité par les Nigériens, peut-il, quand l'on devra encore manifester pour exiger les sanctions légitimes, pousser la même milice, pardon la même police, à aller brutaliser ?

Les scolaires disent que le crime de leur camarade ne restera jamais impuni et il faut prendre leur parole au sérieux ce d'autant qu'aujourd'hui, ils ont la certitude d'avoir avec eux, l'ensemble du peuple dans le nouveau combat que l'attentisme, le dilatoire et la résistance du gouvernement à retarder une justice qui forcément se fera, imposent aux Nigériens. Croire qu'il y a une exploitation politicienne de cette affaire c'est encore s'égarer sur les chemins de la résolution du problème. En 1990, il y avait eu le même élan face aux crimes qui avaient fédéré toutes les composantes sociales du pays. Après près de trois décennies de démocratie, on ne pouvait pas tolérer une autre bavure et surtout quand ce n'est la première du régime.

Et les scolaires, ne manquent pas de témérité à aller dans la nouvelle lutte, car avertissent-ils : la justice se fera, s'il faut encore aller en prison, ou pour mourir... plutôt se faire tuer.

Issoufou Mahamadou doit entendre ces colères, et marcher avec son peuple. Faut-il qu'il se rappelle, on gouverne pour les autres, non pour un autre ou quelques autres. Peut-il d'ailleurs se souvenir que c'est pour avoir tué ailleurs un autre, ou d'autres, qu'il avait pris l'avion avec des leaders religieux, pour aller marcher en France, dénoncer un autre crime. Pourquoi, ne peut-il pas le comprendre quand la même chose arrive chez lui et qu'il hésite à sanctionner ?

Qui peut reconnaître " Zaki " aujourd'hui ?

ISAK.



## Crise scolaire: le silence stratégique de Bazoum

Pour une fois reconnaissons que Bazoum a de la veine. Alors que les choses se gâtaient, il avait la chance d'être ailleurs, son intérim assuré par un autre. Celui qui pouvait a priori se réjouir d'assumer les responsabilités à lui déléguées, allié de la cinquième heure, " chaud " il y a quelques semaines pour trouver une place dans la renaissance et sortir de la galère, ne pouvait s'imaginer que son aventure pouvait le conduire à la catastrophe qui se profile à l'horizon depuis que des agents du maintien d'ordre ont tué, sous ses ordres. Pourtant, pour qui a de la foi, l'on sait que les choix de Dieu sont les meilleurs. Et les Anglophones disent, " God time is the best ". Le MNSD, suivant ses avidités, n'a pas voulu attendre Dieu, et il a forcé pour trouver à manger, et voilà ce que coûte une précipitation à ses enfants affamés. Le ministre de la défense, également ministre de l'Intérieur par intérim, est depuis des jours dans des sales draps. Les Nigériens, demandant sa tête car c'était lui, en l'absence de Bazoum, qui assumait la responsabilité morale et politique, des actes que posent les agents du maintien d'ordre. C'est Dieu qui donne. Le ministre de la santé publique qui répondait aux questions d'un journaliste de Labari, disait que son parti n'avait fait que répondre à l'appel du président de la république comme si au temps de la déchirure avec Albadé, ce n'était pas le même président qui tendait une main que leur clan refusait. Il y a sans doute d'autres vérités qu'on cache aux Nigériens. Mais l'Histoire jugera. La gaffe, ce jour du lundi 10 avril 2017 a fait grand bruit dans le pays et la triste nouvelle s'est propagée dans le monde. Réagissant par rapport à la bavure, le ministre de l'Intérieur par intérim, dans ses maladresses n'a pas pu apaiser, comme d'ailleurs son compère de l'enseignement supérieur, lui aussi, dans des sales draps. Les pauvres alliés... Le pain qu'il cherchait est empoisonné. Tous ceux qui ont refusé l'aventure, à l'image de Tamboura Issoufou, eux sont tranquilles. La soupe de la renaissance, ne les a pas tentés. Ils gardent leur dignité...

Ce sont donc des alliés qui ont géré la crise poussée à son paroxysme par les zèles d'une police anarchiste qui tue son peuple pour faire croire qu'elle est capable d'héroïsme en tuant des enfants sans arme quand c'est le terrorisme qu'on lui demande d'anéantir non les enfants du peuple et par l'amateurisme de ministres incapables et arrogant qui peuvent servir des mensonges sur un cadavre chaud que les Nigériens n'ont pas fini de pleurer. Bazoum a donc eu de la Baraka. Revenu à reprendre sa place, l'homme est resté coi, ne pipant jamais mot par rapport à la situation grave qui fait parler tout le pays. Il n'a donc jamais osé prendre la parole, sans doute par prudence, car il aura compris la forte tension que le crime a soulevée dans le



pays où les Nigériens de quelque bord qu'ils soient, avaient été choqués par l'odieuse assassinat. Pour d'autres, ce silence de quelqu'un qui est connu pour être bavard, à intervenir sur tous les sujets, y compris ceux qui sont de l'ordre de la justice pour condamner souvent avant le juge, ne peut s'expliquer que par le fait que l'homme pourrait être encadré pour lui imposer cette conduite à prendre des distances par rapport aux événements douloureux qu'un hasard de calendrier l'a aidé à ne pas assumer pour ainsi préserver son image de présidentiable qui pourrait succéder à Issoufou Mahamadou en 2021.

Mais si Bazoum a eu la chance de ne pas être mêlé de ce crime de sang, rendant grâce à Dieu, à qui peut-on faire porter la responsabilité du drame qui endeuille le Niger ? Les pauvres policiers qui ont reçu des ordres à exécuter " les yeux fermés " ? S'ils ont une responsabilité, ne serait-ce que par rapport au zèle qu'ils ont mis à réprimer, il faut reconnaître qu'ils ne devraient pas être seuls à payer. D'ailleurs, les Nigériens, peuvent-ils se contenter, pour faire justice, de l'arrestation de menus fretilins quand la hiérarchie restée à l'ombre du crime, partage forcément une responsabilité dans ce qui est arrivé, ne serait-ce qu'en donnant des ordres et en coordonnant l'opération sur le terrain ? Il faut surtout souligner que si la hiérarchie de ceux qui sont chargés du maintien d'ordre, devait répondre, les responsables politiques, doivent aussi rendre gorge, pour avoir menti, pour ne s'être pas montré à la hauteur, pour avoir mal parlé et jeté souvent de l'huile sur le feu quand les Nigériens n'avaient pas fini de chercher à comprendre.

Peut-être, qu'il ne faudra rien attendre d'Issoufou, à pouvoir prendre courageusement, les mesures qui s'imposent car, doit-il comprendre, qu'il n'a pas une marge de manœuvre pour agir dans le sens souhaité par le peuple aujourd'hui debout pour demander, disons exiger, justice pour Bagalé et pour l'USN. Et en France, le dimanche prochain, les choix des Français, pourraient davantage affaiblir un homme qui ne fait que perdre des appuis qui l'ont aidé à tenir dans le faux pendant quatre ans d'errance politique.

ISAK.

## Repose en paix Bagalé !



L'USN est en deuil. Le Niger entier est en deuil, pleurant un de ses enfants lâchement assassiné, à la fleur de l'âge. Un crime. Une cruauté. Un drame national. Je ne t'ai pas connu. Beaucoup de Nigériens ne te connaissaient pas. Mais depuis des jours, tu es notre héros, le héros de toute la nation nigérienne. Des mains criminelles, sans cœur, ont décidé d'abrégé ta vie. Ils ont la force publique et le pouvoir, ils pouvaient en abuser. C'est un crime qui te sort de l'anonymat et nous avons gravé ton nom immortel dans l'histoire glorieuse et épique de l'USN. Et depuis ce jour nous avons promis de ne jamais oublier. Toute l'Afrique parle de toi. Toute l'Europe aussi, toute l'Amérique a pleuré, toute l'Asie dit ta grandeur. Va, mais tu restes toujours parmi nous. Mort, tu resteras vivant dans nos mémoires. Le peuple ne t'oubliera pas. Jamais. Et le peuple a pleuré.

Cette journée du lundi 7 avril aura été une des journées les plus tristes depuis que le pays vit la démocratie, sa fausse démocratie reconfigurée sous le socialisme tropical. De cette démocratie ensanglantée, nous n'en voulons plus, nous n'en voulons plus de ces meurtres, de ces cruautés démocratiques, de ces montres hideux qui gouvernent dans le sang. Et par cette battue organisée sur le campus, la police a blessé, elle a pourchassé, elle a

arrêté, elle a conduit dans les prisons infectes de la renaissance, des jeunes qui n'ont de tort que d'avoir réclamé à leur Etat un peu plus de mieux-être. Et toi, dans la violence du jour, " chutant " de leurs mensonges, tu rendis l'âme sous les bottes assassines qui t'ont persécuté. C'était sous le soleil brûlant d'avril.

Et le peuple a pleuré.

Gisant dans ton sang purifiant la terre profanée par les rangers assoiffés de sang, le peuple a regardé, triste, ton âge et ton sourire dérobé par le tir cruel, tendu.

Accueillant le cortège de passage dans les quartiers, les populations étaient sorties massivement, rendre un dernier hommage au martyr, les larmes aux yeux. Ensemble, nous avons pleuré. On ne tue pas un enfant de son pays ! C'était émouvant. Les Nigériens n'aiment pas la méchanceté, la violence, mais ils ont un régime qui ne gouverne que par le mal, que par la méchanceté, que par la brutalité. Les enfants, les femmes, tes amis, tous avaient pleuré. Le vide irremplaçable que tu laissais ne pouvant jamais être comblé.

Nous nous souviendrons. Toujours.

Dors en paix Bagalé. Nous t'aimons. Et justice se fera. Forcément.

ISAK.

### L'activiste nigérien Maikoul Zodi relaxé après deux semaines de détention



Arrêté le 5 avril à son domicile, le militant Maikoul Zodi, président du Mouvement des jeunes républicains, a été relaxé après deux semaines de détention. C'est l'un de ses collègues qui a annoncé sa libération ce mardi 18 avril.

" Notre camarade a été relaxé. Le juge vient de nous donner raison en disant que les faits n'étaient pas constitués et qu'il n'y avait pas matière à poursuites, a déclaré mardi 18 avril à l'AFP Ali Idrissa, membre du Collectif de la Société civile, auquel appartient également Maikoul Zodi.

" Dès le début nous savions que notre camarade n'avait eu à commettre aucune faute ", a-t-elle poursuivi. Celui-ci était en détention depuis le 5 avril, jour de son arrestation.

Soupçonné de " concussion "

Recruté en 2014 comme professeur d'histoire et de géographie, Maikoul Zodi était soupçonné de " concussion ". Il était plus précisément accusé de n'avoir jamais pris son service, tout en ayant perçu son salaire. L'intéressé s'est toujours défendu de cette accusation, en affirmant n'avoir jamais reçu ni affectation, ni sommation à reprendre son activité, après sa démission du poste de rapporteur de la société civile à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

Également membre de l'ONG Tourmons la page, œuvrant pour la démocratie en Afrique, en mars 2016 il avait refusé de valider le processus électoral, à la veille du second tour de la présidentielle.

Maikoul Zodi est en outre l'un des cinq dirigeants de la société civile ayant déposé plainte contre X avec constitution de partie civile, le 30 mars dernier, dans l'affaire dite de l'UraniumGate. **J.A**

BRADAGE DES BIENS PUBLICS :

## Après la vente de l'hôtel Gawèye, la SONIDEP dans le viseur d'un acquéreur Français !

Tant pis pour les travailleurs de l'hôtel Gawèye et leur syndicat ! Leur cri du cœur n'a pas trouvé un écho favorable auprès des décideurs du moment. Depuis tout le temps qu'ils ont multiplié de vigilance, d'actions et autres activités pour éviter la braderie de leur principal outil de travail, rien n'a bougé. En dépit de ce que les ténors du régime ont appelé " gesticulations du personnel de l'hôtel ", les choses ont plutôt évolué dans le sens des vœux et souhaits des décideurs. Selon toute vraisemblance, tout semble cuit à propos d'un établissement que d'aucuns considèrent comme " un joyau " en matière d'établissement hôtelier sur la place de Niamey. Tout le monde le sait, l'hôtel Gawèye a eu ses lettres de noblesse et tient même une sorte de " livre d'or " pour avoir accueilli en ses loges différentes personnalités de rang mondial. Tenez, les présidents français, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, le Ghanéen Kofi Annan secrétaire général de l'ONU, tant et tant de présidents africains de passage à Niamey depuis bientôt trois décennies avaient installé leurs quartiers généraux au Gawèye.

Hélas, c'est tout ce prestige, toute cette belle page de l'histoire de cet établissement hôtelier qui au passage fait la fierté de nos dirigeants, mais aussi des travailleurs qui ont largement contribué à ce label, qui a été récemment rayé des annales par sa vente inopportune à un simple privé, qui plus est n'est même pas Nigérien. De toute évidence, ceux qui ont bradé l'hôtel Gawèye ne semblent avoir suivi que la sirène... des billets d'argent. Ces espèces sonnantes et trébuchantes qui vont perdre le sens de la logique et vous induisent dans l'erreur.

Autrement, garder la propriété de l'hôtel Gawèye nous paraît d'un meilleur avantage que les liquidités, qui elles aussitôt engrangées pren-



dront des destinations que l'on ne peut même pas imaginer. Alors que l'on croyait le cas Gawèye particulier, la tendance semble se poursuivre avec l'inscription au chapitre vente, sans doute au plus offrant, de la SONIDEP, une autre originalité et trouvaille des autorités d'un temps aujourd'hui révolu pour bien maîtriser les problèmes de ravitaillement de notre pays en produits pétroliers.

Même après avoir démontré son efficacité depuis sa création, la SONIDEP est visiblement mal vue des autorités actuelles. Raison pour laquelle, comme dans le cas de l'hôtel Gawèye, la SONIDEP est elle aussi placée sur la marche des enchères. Nos sources indiquent tout de même qu'il n'y a pas de grandes bousculades puisqu'un seul groupement s'est déjà manifesté. Il s'agit d'un groupe pétrolier français. De toutes les façons,

ledit groupe semble même se préparer à endosser l'habit de propriétaire de la SONIDEP. Dans cet ordre, il ne cesse depuis quelques temps de s'approprier une bonne quantité des stations services de la ville de Niamey et même de l'intérieur du pays.

Vu que le futur acquéreur de SONIDEP est français, il tient toutes ses chances de l'emporter sur tout autre prétendant étant donné la préférence des décideurs du moment pour les héritiers du général De Gaulle. Après le cas des deux joyaux que constituent l'hôtel Gawèye et la SONIDEP, quelle autre société pourra échapper à la tentation ? La SONITEL, la CAIMA et quelle autre société Nigérienne encore. Es renaissants ont franchement besoin de l'espèce sonnante et trébuchante. Une question de vie ou de mort ?

**Mato Mai Roumbou**



A PROPOS DU RAPPORT D'INSPECTION AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR :

## De gros poissons bientôt dans les mailles du filet !

Même si le commun des Nigériens pouvait croire du contraire, il se trouve malgré tout que l'inspection des finances n'a jamais renoncé à ses opérations de routine. Certes, une opération d'envergure à l'image de celle dite " Mai Boulala " a un caractère exceptionnel, mais le contrôle d'usage ou de routine, lui ne s'arrête jamais. Tel celui qui a commencé depuis quelques temps dans l'antre du ministère de l'intérieur. Il semble qu'il s'y déroule toujours et les sources proches de cette inspection annoncent quelques grosses anomalies assimilables à des détournements de deniers publics. Les grands fournisseurs de la maison et leurs amis des rouages administratifs et financiers sont particulièrement indexés. L'on se demande comment ils pourront alors s'échapper des filets du contrôle de l'inspection, qui conformément à

la pratique lors de Mai Boulala, rendra ses premières conclusions à un plus haut niveau pour suite à donner. Les autres aspects de la question ne changent pas eux puisqu'ils seront à l'image de ceux employés lors de Mai Boulala et la règle d'or semble être " interventionnisme zéro ". Ce qui voudra dire que les personnes prises dans les filets rendront seules des comptes et nulle autre ne le fera à leur place. Enfin, comme ce fut le cas lors de " Mai Boulala ", il n'y aura pas de parapluie pour tout auteur de détournements de deniers publics et autres comportements assimilables.

De quoi rendre difficile le sommeil de certains fournisseurs qui se croyaient à l'abri de toute poursuite judiciaire !

**Mato Mai Roumbou**



PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE :

## Notre flotte aérienne va-t-elle grossir ?

Dès son arrivée au pouvoir, le président d'un puissant pays voisin a décidé de diminuer le parc d'avions présidentiels. Mahamadou Buhari a vendu certains avions. Au Niger on se rappelle du tollé soulevé par l'achat de l'avion présidentiel, il y a juste deux ans. Le Mont Gréboun, un jet d'une dizaine d'années a coûté plus cher qu'un avion sorti de l'usine. Ce qui a fait dire à un de nos confrères que le Mont Gréboun est comme du vin. Plus il vieillit plus devient plus chère. Des sources, probablement les mauvaises langues, distillent des informations tendant à faire croire que notre président envisagerait d'offrir au Niger deux nouveaux appareils.



Cela serait très invraisemblable en ces moments de difficulté financière. Ces sources disent même qu'un avis d'appel d'offre aurait même été lancé et sans doute que les personnes et structures concernées par le juteux

marché ne se feront pas prier. Payer deux avions pour pays émergent n'est que dans l'ordre normal. Pourquoi notre président ne changerait-il d'appareil selon les distances et les besoins. Et puis avec plusieurs jets, nos

ennemis, ceux qui nous réclament de l'argent sans avoir travaillé pour notre pays et qui saisissent nos avions et immeubles en rendront pour leur matricule. S'ils saisissent un, notre président en a un de rechange. Tout le reste n'est que supputations. Et des questions du genre que l'achat de deux avions pourra-t-il changer le quotidien d'une majorité d'entre nous ne sont pas nécessaires. Les autres interrogations se rapportant à la nature des avions, leurs spécifications techniques et surtout l'usage que nos plus grandes autorités en feront seront peut être les seules à valoir d'être posées. Attendons de savoir alors !

Mato Mai Roubou

GÉNOCIDE DES HABITANTS PEULH DE BANGUI (MADAQUA) :

## Quand la justice tarde à mettre la main sur certains auteurs et leurs grands complices !

Il y a quelques mois, les habitants du groupement peulh de Bangui (il s'agit principalement de femmes, d'enfants et de personnes âgées) avaient été violemment pris à partie par d'autres habitants de leur voisinage immédiat. Les assaillants du jour semblaient n'obéir qu'à une seule consigne : " Tuer tous les peulhs et mettre le feu à leurs habitations ", ainsi qu'ils le scandaient à très haute voix lors de leur forfait. C'est ainsi que les assaillants du jour qui avaient selon plusieurs témoignages tenus une réunion préalable, ont investi le groupement peulh pour tuer et mettre le feu aux maisons lorsque ceux qui y habitaient avaient réussi à se barricader. Il en avait été ainsi pour toute la famille du douanier à la retraite Moussa Ibrahim. Et lorsque les assaillants s'en étaient violemment pris à cette paisible famille, ils n'avaient trouvé sur place que des enfants dont l'âge varie entre 6 et 13 ans en compagnie d'une vieille dame de 67 ans. Un membre de cette famille s'est interposé et il fut égorgé par les assaillants. Lorsque les rescapés ont pu se barricader, certains

assaillants, de criminels en puissance se sont transportés sur le toit de la maison pour y mettre du feu. Mais nous notons qu'ils s'y sont employés à la manière de professionnels en vidant des bidons d'essence par-dessus le toit de la maison et en utilisant aussi des tiges de mil pour répandre le feu. Dans de telles conditions, comment peut-on échapper à la mort et surtout lorsque vous n'êtes qu'un enfant ? Et même les vieilles personnes, de quel moyen dispose-t-elles pour échapper à un si grand supplice : Mourir sous l'effet des flammes sans avoir la moindre issue de secours ! Les curieux assaillants avaient été clairement identifiés par certains rescapés. Mais ce qui pouvait paraître pour curieux ou anormal était l'attitude de deux responsables régionaux :

D'abord le chef de Canton, qui, même mis au courant de l'altercation dès les premières heures du drame s'était transporté sur les lieux mais n'a daigné prendre la moindre décision. C'est aussi devant ses yeux que les assaillants attaquaient, sévissaient et mettaient le feu aux habitations.....

Ensuite, le commissaire de police de la localité, qui lui aussi n'a pas levé le simple doigt pour empêcher que des vies humaines périssent alors même qu'il tient sous son contrôle une bonne unité susceptible d'intervention. Mais M. Le commissaire a laissé faire, pour l'on ne sait quelle mystérieuse raison ? Suite donc à ses événements qui sont bien assimilables à un véritable génocide (les victimes ayant été choisies en raison de leur appartenance ethnique et ont toutes été ciblées en cette même qualité), le ministre de l'intérieur s'était rendu sur place. Lors d'une réunion d'urgence convoquée par le ministre de l'intérieur Bazoum Mohamed à l'effet d'élucider les faits, un représentant des familles éplorées a demandé la parole (il s'agit du commandant des Douanes à la retraite Ibrahim Moussa), pour fustiger l'attitude des deux autorités (le chef de canton et le commissaire de police), en ce qu'ils n'ont rien entrepris pour porter secours à des pauvres personnes en danger évident de mort. Leur comportement du jour ne mérite-t-il pas des explications ?

Et si l'on pousse l'analyse, leur attitude ou comportement du jour ne sont-ils pas assimilables à de la complicité ?

Pour toutes ces raisons, les parents des victimes des événements de Bangui ne comprennent toujours pourquoi pas ces " deux personnalités " d'un tout autre genre ne rendent pas des comptes à la justice de notre pays. Même, un des " grands organisateurs connus " de la tuerie de Bangui, qui après avoir pris la fuite vers le Nigeria voisin se permet de revenir de temps en temps pour fréquenter presque tous les marchés des environs et ce, régulièrement.

Il n'est donc pas normal que de tels assassins connus à l'exemple de notre " fuyard " ou même le fameux commissaire de Bangui et le chef de canton, que donc tout ce beau monde ne soit pas connu des juges. Si la vérité des faits doit se manifester, celle-ci passe inévitablement par l'implication des personnes citées plus haut. Les parents des victimes attendent avec impatience !

Mato Mai Roubou

# Etudiant Aimer Rousseau et Sankara, puis mourir lors d'un assaut policier à l'université de Niamey

Dans la capitale du Niger, Malah Bagalé a été enterré lundi en présence d'une immense foule qui a suivi sa dépouille de la morgue de l'hôpital au cimetière Yantala.

Sa photo tournait en boucle sur les réseaux sociaux du Niger : visage clair et mince, fine moustache, lunettes et tenue soignée. Malah Bagalé avait 24 ans. Il était étudiant en troisième année de sociologie à l'Université Abdou-Moumouni de Niamey. Il est mort voilà une semaine pendant l'assaut de la faculté par la police, pour disperser un mouvement de protestation lycéen et étudiant et a été enterré, lundi 17 avril, au cimetière Yantala de la capitale.

Dans la grande maison familiale du quartier " 105 Logements ", le père et la mère de Malah ont attendu une semaine qu'on leur rende le corps de leur fils qui reposait à la morgue. Autour d'eux, la famille, des voisins, des camarades étudiants et des visiteurs originaires de Diffa, la région est du Niger actuellement dans la turbulence de la secte islamiste Boko Haram. Le père de Malah est un ingénieur agronome à la retraite. Il est d'ethnie kanourie, a une barbe blanche et se déplace avec une canne. Sa mère est peule, comme la première femme du papa qui accueille tout le monde chez elle. La mère de Malah est vêtue et voilée de noir, chapelet à la main. Elle travaille pour l'ONG chez Helen Keller International, à Diffa.

## Panafricaniste et marxiste révolutionnaire

Dans cette famille de cadres, tout le monde a fait des études. La grande sœur de Malah est en master de droit à Ouagadougou. Les plus jeunes des cinq frères et sœurs de Malah sont restés à Diffa, où le jeune homme a fait toutes ses études jusqu'au bac. En 2013 et 2014, le lycéen est secrétaire général de la section lycéenne et collégienne de l'Union des scolaires du Niger (USN), dans sa région. " Un élève exemplaire ", d'après Mounkaïla Abdo Laouali Serki, professeur de philosophie qui a présidé le jury du jeune homme au baccalauréat.

En 2014, il arrive à Niamey pour s'inscrire à l'université. Il s'installe chez sa belle-mère, auprès de ses onze frères et sœurs.

Lire aussi notre série Retour à Diffa Niger : " La victoire sur Boko Haram ne sera pas que militaire "

" Malah était un jeune homme calme, très logique, timide, aimant beaucoup la lecture. Ses auteurs préférés étaient Rousseau, Montesquieu, Machiavel et Stendhal ", raconte un



ami d'enfance et camarade d'études, Bintami Souley. Les auteurs français du XVIIIe siècle, une dynamique familiale d'engagement politique avec un père secrétaire général du Mouvement nigérien pour la société du développement (parti qui fut au pouvoir dans la région de Diffa) et des combats personnels ont poussé Malah vers les luttes anti-impérialistes.

Sur sa page Facebook, le jeune homme se définissait comme panafricaniste et marxiste révolutionnaire. L'image de Thomas Sankara y figurait en bonne place, à côté de la chronique des arrestations politiques de ces dernières semaines, des échanges autour des bonnes ou mauvaises pratiques du syndicalisme étudiant et des élections à l'Union des étudiants nigériens à l'Université de Niamey (UENUN).

" Il voulait aller jusqu'au bout, était contre l'injustice, pensant que tout s'arrache et que rien ne se négocie sur cette terre ", poursuit son camarade. ( Suite en page 5 )

## Traces de sang encore visibles

Malah militait au sein de plusieurs associations et il avait participé en février à l'Espace Frantz-Fanon à une conférence du groupe Alternative, au titre du mouvement Agir contre le franc CFA. Il était très actif au sein de ce mouvement.

En troisième année de sociologie, le jeune homme voulait s'orienter vers un master pour travailler dans des institutions internationales et défendre les droits des minorités.

Son grand frère Djibril, étudiant en troisième année de droit, raconte la suite de l'histoire.

Lire aussi : Au Niger, l'opposant Hama Amadou condamné à un an de prison

" Alors que je prenais le thé dimanche soir devant la porte, mon petit frère est arrivé avec le mot d'ordre de l'USN. Il m'a dit qu'il partirait tôt le lendemain matin. A 11h07, il m'a appelé pour me dire qu'il était à l'université et que le mouvement avait commencé. " On est en plein sit-in. La police a encerclé

l'université. Tu ne pourras pas entrer. " Vers 13 heures, ses camarades m'ont appelé pour me dire qu'il était grièvement blessé et avait été transporté à l'hôpital. Je suis allé tout de suite aux urgences, mais je ne l'ai pas trouvé. Des photos de mon frère mort avaient commencé à être publiées sur les réseaux sociaux. Je suis allé à la morgue et je l'ai vu, à côté de deux autres corps. Sur les trois était écrit " non identifié ". Le lendemain, je me suis rendu à l'université. Les boutiquiers qui vendent du crédit téléphonique à côté de la petite porte à l'entrée m'ont raconté : mon petit frère a été victime d'un tir tendu de grenade lacrymogène à la tête, il s'est effondré. Ensuite, les policiers l'ont frappé au sol. Ils l'ont même frappé avec un pied de table. Puis ils l'ont traîné son corps jusqu'au bloc B et ils l'ont laissé là-bas. Les traces de sang sont encore visibles. "

Mardi, le gouvernement avait publié un communiqué affirmant que Malah Bagalé avait été " blessé suite à une chute " et qu'il s'était " librement présenté aux forces de l'ordre qui lui ont rapidement porté secours en l'évacuant à l'hôpital national de Niamey où il rendit l'âme à 17 heures ". Les responsables étudiants ont, eux, immédiatement évoqué un tir tendu de grenade lacrymogène.

## Portes et fenêtres des dortoirs défoncées

Les premières investigations indépendantes, effectuées par la Commission nationale des droits humains (CNDH) confirment une intervention très violente de la police, alors même que les étudiants étaient bouclés à l'intérieur de l'université et n'avaient pas commencé à manifester : " L'irruption des forces de l'ordre au sein du campus, en violation des franchises universitaires, s'est effectuée dans une violence qui n'a épargné ni étudiants, ni personnes étrangères au mouvement. Et le bilan est grave : un décès constaté à la morgue de l'hôpital national de Niamey, 4 blessés graves

hospitalisés à l'hôpital national de Lamordé et plusieurs dizaines de blessés aussi bien dans les rangs des étudiants que des forces de l'ordre ", écrit la CNDH. La commission déplore aussi " d'importants dégâts matériels, les portes et fenêtres des dortoirs des étudiants défoncées, des vols d'ordinateurs portables, de téléphones cellulaires, de portefeuilles et de motos, quatre boutiques incendiées par les jets de grenades lacrymogènes ainsi qu'une dizaine de véhicules des forces de l'ordre endommagés. A cela, il faut ajouter des poursuites systématiques des étudiants jusque dans les mosquées, facultés, restaurants et bibliothèques et 83 étudiants, dont 11 jeunes filles, gardés à vue. "

Le bilan dressé par l'UENUN recoupe en grande partie ces chiffres mais fait part de trois morts et 200 blessés. La CNDH demande l'ouverture d'une enquête judiciaire et exhorte les étudiants à " ne pas céder à l'esprit de vengeance et à reprendre les cours en vue de sauver l'année scolaire "

## Démision

Après trois jours de deuil national qui ont pris fin samedi, le comité exécutif de l'UENUN a lancé un mot d'ordre de suspension de toutes les activités académiques jusqu'à démission des deux ministres de l'enseignement supérieur et de la défense, qui assurait l'intérim du ministre de l'intérieur lundi. Quatre responsables étudiants sont toujours sous mandat de dépôt. Tous les autres ont été libérés. A l'université de Niamey, vidée de ses 23 000 étudiants, les salles restent fermées malgré la réouverture du campus samedi, sur ordre du président de la République Mahamadou Issoufou qui a reçu certains leaders scolaires la veille.

**Mohamed Amadou, Le Monde.FR**

**Le Nouveau Républicain**

Hebdomadaire Nigérien d'informations générales  
Siège quartier route Gamkailley  
RCCM Ni-NIA-2010-A-2769  
Tél : - E-mail :  
lenouveaurepublicain@yahoo.com

**Directeur de Publication**  
Ahou Oumarou  
Cél : 90 78 69 86

**Services Généraux**  
Sanda Gamaïé Souma  
Tél : 93 86 33 33

Tirage : 5 pages 1 000 exemplaires sur les presses de la GIN

# COMMUNIQUE DE PRESSE

LES BOUQUETS  
**CANAL+**

CANAL+ RENFORCE SON ACCESSIBILITE EN AFRIQUE  
CANAL+ Afrique a entrepris depuis quelques années de grandes réformes en matière de tarification de ses offres. Ces différentes baisses ont touchées tant les formules que le prix du décodeur qui est passé de 25 000F en 2013 au prix exceptionnel de 10 000F depuis le 7 avril 2017.

Un nouveau prix qui répond à une attente des plus exprimées par nos abonnés et prospects tout en favorisant une accessibilité certaine aux bouquets CANAL+.

Ainsi, c'est un véritable coup d'accélérateur que CANAL+ donne à son processus de démocratisation des prix en Afrique, en facilitant l'accès à des milliers de prospects à l'univers CANAL+.

Dès ce 7 avril, CANAL+ Afrique confirme encore une fois sa volonté d'offrir le meilleur de l'expérience télé tant au niveau prix que contenu, grâce à un renforcement croissant de son offre sur ses thématiques clés : Sport, Cinéma, Jeunesse, Découverte.

CANAL+ RENFORCE SA FLEXIBILITE D'USAGE

Face à l'appétence générée par tant de diversité de contenus et programmes, l'application MYCANAL devient incontournable dans les habitudes de consommation de nos abonnés et se rend accessible désormais à tous. Dès la formule ACCES, les abonnés CANAL+ peuvent à présent bénéficier d'une flexibilité d'usage permettant à chaque membre de la famille de profiter pleinement des programmes qui lui correspond le mieux.

A ce prix-là, il n'y a aucune raison de s'en priver.

**A CE PRIX LA, LE MEILLEUR DE LA TV S'INSTALLE CHEZ VOUS**

**NOUVEAU PRIX**  
**10 000 FCFA**  
**LE DECODEUR**  
**AU LIEU DE ~~15 000~~ FCFA**

94 24 11 11

LES BOUQUETS  
**CANAL+**

## Agence de voyage et de pèlerinage Sabiloul Houda

### Préparez déjà le Hadj 2017

**Marhaba a - L'Agence de voyage et de pèlerinage Sabiloul Houda L'Agence de voyage et de Pèlerinage Sabiloul Houda ouvre ses guichets pour vous, avec la possibilité de versement partiel pour le Hadj de l'année en cours (2017).**

- Avec - l'Agence de voyage et de pèlerinage Sabiloul Houda, vous avez la garantie d'effectuer votre pèlerinage à la Mecque dans des conditions très confortables, grâce à une équipe de professionnels expérimentés, efficaces, mise à votre disposition durant tout le séjour en terre-sainte.

- Nos tarifs prennent en compte : le prix du billet d'avion aller-retour Niamey-Djeddah-Niamey, le transport par bus, Djeddah - Médine, Médine - Mecque, l'hébergement à Médine et à la Mecque, la location des tentes à Mina et Arfat, l'encadrement, les documents de voyage et enfin la prise en charge médicale.

**Avec l'Agence de voyage et de pèlerinage Sabiloul Houda**

- Les pèlerins sont basés et donc logés sur un site-carrefour  
- Les pèlerins ont des facilités dans l'accomplissement de tous les rites.  
- Les pèlerins sont régulièrement encadrés par des guides pour visiter tous les différents lieux sacrés et historiques;

**A Médine, vous avez :**

La Grande Mosquée du Prophète SAW (Paix et Salut sur Lui)  
Les trois tombes : à savoir : La tombe du PSA, d'Aboubacar et d'Oumar Rawda (lieu de Prière du Prophète)  
La visite des tombes et des différents Sawab à Médine

**A la Mecque, vous avez :**

Les visites des lieux  
HajarAswad (Pierre noire de la Kaba)  
Makham Ibrahim (les empreintes du pied d'Ibrahim)  
La porte de la Kaaba (porte du pardon)  
Puits de Zamzam

**Vous avez des visites aussi sur :**

Le lieu de naissance du Prophète PSL  
Arfat avant le jour J  
Colline d'Ouhoudou  
Djabal-Anour (Lieu de révélation du saint- Coran !)  
La Mosquée à deux Kibla



***Labaika Allahouma Labaik ! Labaika Lacharika Laka Labaik ! Innal Hamda Wa Ni'Imata Laka wal Moulk Lacharika Lak !***

(Citation obligatoire pour chaque pèlerin) du début du pèlerinage jusqu'à la fin du Hadj.

Donc chers frères et sœurs, faites bien l'effort de vous approprier la présente formule avant votre Hadj

B.P : 383 Tél : + 227 96 29 13 79 + 227 94 94 66 00  
Nous sommes situés à l'immeuble derrière BAGRI  
Place toumo - Niamey Niger

**Sabiloul Houda**  
vous souhaite un hadj mabrou





# Hôtel Toubal DE DOSSO

Unique du genre au Niger, le prestigieux Hôtel Toubal de Dosso est conçu pour accueillir les grandes cérémonies et autres rencontres de personnalités.

Hôtel de grand standing, Toubal dispose de toutes les commodités requises pour rendre agréables votre séjour.

Et pour joindre l'utile à l'agréable, une grande piscine équipée de toutes les modernités, est désormais opérationnelle. Hautement sécurisé, l'hôtel Toubal est doté d'un potentiel matériel à la pointe des dernières technologies pour sécuriser les clients et leurs biens.

*Hôtel Toubal, la promesse d'un séjour unique*





**Hôtel Toubal**  
DE DOSSO

- 10 Suites
- 110 Chambres
- 1 Cafétariat
- 1 Restaurant
- 3 Salles de reunion
- 3 Salles de commission
- 1 Piscine Olympique
- 1 Aire de jeux
- 1 Club Equestre
- 1 Mini zoo

Réservation : 92 50 70 03  
97 33 00 21  
97 31 11 01  
92 50 77 78

E-mail : [contact@hoteltoubal.com](mailto:contact@hoteltoubal.com)  
[www.hoteltoubal.com](http://www.hoteltoubal.com)



*La promesse  
d'un séjour unique !*